

# AMNESTY INTERNATIONAL

## COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Index AI : ASA 16/032/2007 (Public)  
Bulletin n° : 199  
ÉFAI  
17 octobre 2007

### **Myanmar. Nouveaux témoignages audio et vidéo de la « chasse aux sorcières » et de la répression brutale en cours**

*« Nous avons vu des policiers demander de l'argent aux familles des détenus pour faire libérer leurs proches. Les jeunes se font non seulement arrêter pour des contrôles sur le chemin du bureau ou de l'école, on leur vole aussi ce qu'ils ont. »*

Témoignage de Mie Mie, militante reconnue des droits humains, peu avant son arrestation le 13 octobre.

Amnesty International a rendu publics, ce mercredi 17 octobre, de nouveaux témoignages audio et vidéo des descentes de police nocturnes, des arrestations arbitraires et des conditions de détention effroyables au Myanmar. L'organisation a également recueilli les déclarations de deux militants connus des droits humains peu avant leur arrestation au cours du week-end des 13 et 14 octobre.

La diffusion de déclarations audio faites depuis le Myanmar et d'interviews filmées de Birmans forcés de fuir en Thaïlande au cours de ces derniers jours intervient après l'arrestation le week-end dernier de six personnes, parmi lesquelles des militants connus tels que Htay Kywe, Mie Mie et Aung Thu, tous membres du groupe étudiant Génération 1988.

*« Ces témoignages de domiciles perquisitionnés la nuit, de proches pris en otages et de personnes regroupées dans des centres de détention surpeuplés dans des conditions sanitaires plus que précaires démentent de façon flagrante les affirmations des autorités qui persistent à dire que la situation est redevenue normale au Myanmar. Les arrestations du week-end dernier contredisent aussi les affirmations des autorités qui prétendent ne détenir aucun prisonnier », a déclaré Catherine Baber, directrice du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.*

Les derniers témoignages, filmés ou enregistrés à partir d'entretiens téléphoniques par une équipe de chercheurs d'Amnesty International à la frontière entre la Thaïlande et le Myanmar, incluent les récits de témoins oculaires de scènes de violence, au cours desquelles des manifestants et des passants ont été frappés sans distinction, lors du mouvement de protestation du mois dernier. Des enfants et des moines ont même été frappés.

*« Certains blessés saignaient tellement qu'il était impossible de dire d'où le sang coulait. Certains des moines avaient perdu le haut de leur tenue. J'ai vu des civils essayer de porter secours à un moine blessé. La plupart des blessés étaient touchés à la tête. Les policiers anti-émeutes visaient la tête », a expliqué un moine de trente et un ans, témoin d'affrontements violents entre des manifestants et des policiers à la pagode Shwe Dagon le 26 septembre.*

Le film vidéo, tourné dans la ville frontière de Mae Sod, présente également le témoignage d'un ancien

détenu ayant subi des actes de torture aux mains des forces de sécurité du Myanmar. Il explique avoir été battu, suspendu de façon prolongée par les mains et torturé à l'électricité.

*« Ils me mettaient une cagoule sur la tête et m'obligeaient à rester agenouillé. Si je tombais, un des cinq gardiens me donnait des coups de pied. Ils m'interrogeaient en groupe. Ils me donnaient des coups de pied dans le dos et la poitrine et me frappaient la tête. Ils utilisaient aussi un câble électrique comme fouet »,* a déclaré Nay Tin Myint, qui a fui le Myanmar après quinze années de détention et de torture.

Depuis le début de la répression, de plus en plus de morts en détention ont été signalées, ainsi qu'un nombre croissant de passages à tabac et mauvais traitements, auxquels il faut ajouter l'absence d'eau, de nourriture, de soins et d'hygiène dans des centres de détention surpeuplés, dans tout le pays.

*« Le monde doit savoir ce qui se passe dans les centres de détention au Myanmar. Si les autorités n'ont rien à cacher, pourquoi refusent-elles l'accès de ces centres au Comité international de la Croix-Rouge et ne l'autorisent-elles pas à rencontrer les détenus sans entrave ? »* s'interroge Catherine Baber.

Les visites du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) sont suspendues depuis janvier 2006, date à laquelle le CICR avait refusé d'accéder à la demande des autorités qui exigeaient que les membres du CICR soient accompagnés d'agents de services affiliés au gouvernement.

*« Les arrestations arbitraires qui ont lieu actuellement, les détentions au secret et les mauvais traitements et actes de torture signalés rendent les promesses des autorités du Myanmar de coopérer avec les Nations unies vides de sens. Le Conseil de sécurité a appelé la semaine dernière à la libération de tous les prisonniers politiques. La communauté internationale doit de toute urgence accentuer sa pression sur les autorités du Myanmar afin de faire cesser les arrestations arbitraires de manifestants pacifiques, obtenir que les centres de détention soient ouverts à des observateurs indépendants et que tous les prisonniers politiques soient libérés »,* a déclaré Catherine Baber.

*« Je voudrais dire, au nom des citoyens birmans, que nous avons besoin du soutien de toutes les personnes dans le monde et de la communauté internationale. Nous faisons tout ce que nous pouvons pour nous battre pour la liberté et la justice en Birmanie. Je demande donc à la communauté internationale de faire tout son possible pour faire cesser les atrocités en Birmanie »,* avait déclaré Htay Kywe, peu avant son arrestation le 13 octobre.

#### **Note aux rédactions**

Toutes les interviews ont été réalisées les 12 et 13 octobre à Mae Sod, en Thaïlande.

Pour obtenir une copie des transcriptions, des CD audio ou les vidéos de témoignages, merci d'appeler au +44 207 413 5566.

Pour plus d'informations ou pour obtenir une interview, veuillez contacter :  
Rosie Ollier, au +44(0)7904 398 285  
ou l'attaché(e) de presse d'astreinte au +44(0)7778 472 126

Document public

\*\*\*\*\*

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566  
Amnesty International, 1 Easton St., Londres WC1X 0DW. web : <http://www.amnesty.org>